

# Compte-rendu du 3<sup>ème</sup> Conseil scientifique du projet Tera

---

<b>PREAMBULE</b>	<b>1</b>
<b>I. DEMIE JOURNEE 1 : LE TRAVAIL ENTRE SCIENTIFIQUES : QUEL ENJEU, QU'EST-CE QUI SE PROFILE ?</b>	<b>3</b>
<b>II. JOUR 2 ET DEMIE JOURNEE 3 : LES REACTIONS/APPRECIATIONS GLOBALES DES SCIENTIFIQUES SUR LE PROJET TERA ET SUR LE CONSEIL SCIENTIFIQUE LUI-MEME</b>	<b>3</b>
<b>III. LES THEMATIQUES PHARES : SUR LE FOND, QUE RETENIR DE CE 3<sup>EME</sup> CONSEIL SCIENTIFIQUE ?</b>	<b>5</b>
A. LA CONNEXION AU TERRITOIRE, AUX HABITANTS, A LA DEMANDE...	5
B. LA DYNAMIQUE ECONOMIQUE, TEMPORALITE, PRODUCTION, REVENUS....	6
C. BEAUCOUP D'ECHANGES SUR LE TRAVAIL : L'ORGANISATION DU TRAVAIL, LES RISQUES D'EPUISEMENT, L'ENJEU DE TENIR DANS LA DUREE	7
D. LA QUESTION DU/DES REVENU/S	9
E. COMMUNAUTE DE TRAVAIL – COMMUNAUTE DE VIE – LA PLACE DU TRAVAIL	12
<b>CONCLUSIONS/PERSPECTIVES/RESUME ?</b>	<b>ERREUR ! SIGNET NON DEFINI.</b>

## Préambule

Dès son origine, le projet Tera s'est défini comme un projet expérimental placé sous le regard d'un conseil scientifique, afin de se nourrir de ses avis, conseils, éclairages, voire alertes. Ce conseil scientifique a été rassemblé pour la première fois en janvier 2018 et depuis, il se réunit chaque année. Il a été soutenu la première année par la Région Nouvelle Aquitaine, l'association TERA ayant été lauréat de l'innovation sociale de la Région en 2016. Depuis 2018, il est soutenu dans le cadre du projet PRELE (Projet de Recherche pour une Economie Locale Ecosystémique), financé principalement par l'ADEME, mais aussi par la Région Nouvelle Aquitaine, la Fondation de France, la Fondation Zoein et le laboratoire ATEMIS.

L'ensemble des documents préparatoires et des comptes rendus des conseils scientifiques sont accessibles librement sur le wiki de l'association TERA<sup>1</sup>.

La forme de ces conseils scientifiques évolue chaque année. Pour ce troisième conseil scientifique, une nouvelle formule a été testée :

- Une demie journée, réservée aux scientifiques et aux animateurs du conseil au sein de Tera et du laboratoire ATEMIS. Il s'agissait d'initier un travail et une connaissance mutuelle entre les scientifiques, afin de faire un meilleur usage de sa pluridisciplinarité (partage de référentiel, de vocabulaire, de points de débat)

---

<sup>1</sup> <https://wiki.tera.coop/tera:experimentation>

- Une journée de « plénière », rassemblant les membres du conseil scientifiques, les membres du projet Tera, des partenaires, et des voisins et acteurs locaux (55 personnes environ cette année). Son objet : faire le point sur les différentes avancées du projet, et recueillir les questions, réactions, propositions, discussions émanant de ce public. Un document préparatoire avait été envoyé en amont aux scientifiques<sup>2</sup>. Les avancées du projet ont été présentées à travers 4 exposés, correspondant aux chapitres du document préparatoire :
  - Où en est le modèle économique de Tera ? Du prescrit au réel.
  - Habiter le territoire dans une perspective de développement durable : état des lieux sur les avancées et questionnements autour du projet de quartier rural expérimental.
  - La construction d'un écosystème coopératif autour du Bien s'alimenter : l'émergence de la dynamique servicielle et des questions de travail et de revenus.
  - Qu'est-ce que le collectif Tera ? Projet de « vivre autrement » et/ou engagement au service d'un projet de transition.
- Une matinée rassemblant les scientifiques et les membres du projet Tera. Il s'agissait d'approfondir une question particulière : celle du revenu - revenu d'autonomie, revenu d'activité - en se basant sur les ressentis des acteurs du projet, et sur une intervention du point de vue du référentiel de l'économie de la Fonctionnalité et de la Coopération (par Christian du Tertre).
- ... sans oublier les repas et soirées partagées...

Ce document propose une synthèse des échanges, réactions et contributions, notamment pour **mettre en lumière, garder en mémoire et partager les points chauds à mettre au travail** dans l'année – ou plutôt les années qui viennent – ainsi que **les éventuelles modifications à apporter au déroulement du conseil scientifique**. Il peut aussi servir d'inspiration pour d'autres initiatives songeant à mettre en place un conseil scientifique.

*Petit avertissement : Ce qui est rapporté dans ce document est le plus souvent « en travaux », et n'a pas vocation à correspondre à une vérité/conclusion définitive. Tous ces éléments nous servent d'indications, de pistes, d'aides à la réflexion pour évoluer et continuer à cheminer de la façon la plus pertinente possible.*



<sup>2</sup> Téléchargeable ici : <https://agora.tera.coop/cloud/index.php/s/wbRDpmX8MXwYzF>

## I. Demie journée 1 : Le travail entre scientifiques : quel enjeu, qu'est-ce qui se profile ?

Cette première demie journée avait été proposée par Christian du Tertre (laboratoire ATEMIS) suite à un constat fait lors des deux précédents conseils scientifiques : une diversité de points de vue, de vocabulaire, voire des divergences épistémologiques qui peuvent être préjudiciables si elles prennent le pas sur les apports à faire au projet Tera. Ainsi, un temps de partage spécifique entre scientifiques sur leurs concepts, leurs orientations de recherche, leurs dispositifs et activité de travail, leur posture pourrait leur permettre de mieux travailler ensemble au service du projet Tera, et de développer de la coopération plutôt que la confrontation de points de vue.

La demie journée s'est déroulée en deux temps :

- La proposition et la mise en discussion d'une méthode de travail, sous la forme d'une **grille qui servira de trame à des échanges entre scientifiques**. Cette grille doit permettre de « clarifier la façon dont les uns et les autres essaient de se mettre au service des projets et des acteurs engagés dans la Transition ». Cette grille a encore besoin d'être finalisée. Un espace pour Tera a été créé sur une plate-forme collaborative de la Région Nouvelle Aquitaine. Et des rencontres seront organisées pour que chacun puisse se présenter aux autres sur la base de la grille.
- La présentation par Christian du Tertre du référentiel de l'Economie de la Fonctionnalité et de la Coopération (EFC), référentiel qui tient une place importante dans la mise en place des activités économiques du projet Tera.

Cette demie journée sera très probablement reproduite les prochaines années. Une idée serait que un ou deux autres chercheurs puissent l'année prochaine, à l'image de Christian du Tertre, présenter leur référentiel.

## II. Jour 2 et demie journée 3 : Les réactions/appréciations globales des scientifiques sur le projet Tera et sur le conseil scientifique lui-même

- **Quelques remarques générales faites par les scientifiques ... qui nous apportent plaisir et reconnaissance :**
  - Un « saut qualitatif en un an », même si cela se manifeste par de nouvelles questions, de nouvelles problématiques.
  - « Ce n'est pas juste un accroissement, mais une mutation », et « l'introduction de la question du travail n'y est pas étrangère ». On y voit notamment le passage de l'écovillage à l'écosystème dans la façon dont Tera se décrit (Un écosystème pour le XXIème siècle)
  - « Vous avez pris le risque de vous dévoiler devant ce conseil scientifique, vous avez pris le risque d'écouter des scientifiques qui ont pris le risque de mettre les pieds dans le plat ».
  - « C'est important que vous mesuriez ce que pour un chercheur cela apporte aussi. ». « En entendant l'écart entre l'année dernière et cette année, je vois à quel point vous avez été mis au travail par ce qu'on a pu apporter, et j'ai entendu que cela peut être utile »

(sentiment de reconnaissance). De plus, avec ce que j'entends, « j'avance dans mon travail de recherche à moi, car j'ai des éléments palpables du réel qui peuvent me permettre de discuter des champs théoriques en philosophie politique ».

- Au delà des remarques sur le projet et ses évolutions, on retrouve comme l'an passé **des interrogations sur le rôle du conseil scientifique**, la contribution attendue, la posture du scientifique, et son articulation avec l'animation du conseil scientifique :
  - Comment articule-t-on des postures différentes : certaines plutôt de l'ordre du conseil ou de l'avis tranché (par exemple « vous allez dans le mur si... ») qui ont l'intérêt de nous secouer dans nos certitudes, ou d'autres de l'ordre du questionnement, qui nous permettent de mieux formuler/formaliser et ainsi comprendre ce qui se joue pour nous ?
  - Les plénières balayent tout ce qui se fait dans l'année, elles donnent une vision d'ensemble, et permettent de collecter des réactions. Et en même temps, comme la gamme des sujets parcourus est très large, il manque du temps pour creuser, débattre, clarifier, et donc pour aller plus loin que la juxtaposition de points de vue, aussi éclairants soient-ils. Avec ce cadre, certains scientifiques s'interrogent sur leur contribution réelle. Une alternative pourrait être d'organiser des ateliers plus ciblés, sur des questions que nous aurions choisies, avec des processus d'animation facilitant la contribution de chacun et la construction plutôt que la juxtaposition.
  - Les présentations sur le mode « récit » et les témoignages ont été bien appréciés car ils donnent la place à des éléments du « réel » dont les « grandes synthèses » ne peuvent pas rendre compte : par exemple, le récit de l'histoire du collectif, les témoignages des Terians sur leur rapport au revenu.
  - Se rencontrer une fois par an apparaît insuffisant aussi bien aux Terians qu'à certains scientifiques : des questions peuvent émerger en cours d'année et gagneraient à être discutées dans des rencontres plus thématiques. Réciproquement, les scientifiques voient les grands sauts, et apprécieraient de pouvoir contribuer en cours d'année. ... Et en même temps, la disponibilité des uns et des autres, Terians comme scientifiques reste très limitée, Qu'est-ce qui est faisable ? A quel coût ?
  - De façon générale, plus d'aller et retours entre Terians et scientifiques seraient bien appréciés, au cours du rassemblement annuel ou en cours d'année. Certains Terians suggèrent d'organiser une rencontre un jour avant le conseil scientifique, en mode « immersion les mains dans la terre », pour faciliter des discussions informelles dans un autre cadre, améliorer les connexions entre « le grand cerveau géant » que représente le conseil scientifique, et ce que « nous faisons au quotidien avec nos petits corps. »

A travers ces remarques, on retrouve un **besoin de diversifier les modes d'intervention et de débat** afin d'optimiser les possibilités d'échanges et de pollinisation réciproque : depuis le mode classique « exposés – interventions – clarification – réactions » qui permet de balayer tout le projet, jusqu'aux discussions informelles, témoignages, outils d'intelligence collective facilitant les contributions de chacun.

- Sur le fond, **de nombreux « lièvres » ont été soulevés** : Des tensions, des points de débat à approfondir, qui nous grattent, rendent visibles des points aveugles. Quelques sujets ont fait vivement réagir : les notions d'intégration/d'exclusions du/des collectifs, la distinction entre

communauté de vie, et communauté de travail, l'omniprésence de la question du travail et les enjeux de définition, la possibilité de décorrélérer travail et revenu monétaire... Ces points seront approfondis dans la partie suivante

- Et enfin, un manque en terme de disciplines a été relevé. Notamment, des chercheurs impliqués dans Acclimatera (<http://www.acclimaterra.fr/>, comité scientifique de la Région Nouvelle Aquitaine sur le changement climatique), ou alors plus de place laissée aux questions agricoles/alimentaires, en particulier dans leur dimension territoriale ?



### III. Les thématiques phares : sur le fond, que retenir de ce 3<sup>ème</sup> conseil scientifique ?

L'objectif de cette partie est de rendre compte autant que possible des principaux points qui ont fait réagir, réfléchir, comprendre, et qui pourraient être « mis au travail » cette année, pris en charge, ou au moins intégrés à notre réflexion collective. Ils sont présentés de façon déconnectée les uns des autres, même s'il est clair que de multiples ponts les relient.

#### A. La connexion au territoire, aux habitants, à la demande...

- « On ne sent pas (beaucoup) le territoire », c'est, pour aller vite, ce qui a été ressenti par certains à l'écoute des exposés. Que connaissons-nous sur les écosystèmes naturels, les systèmes alimentaires locaux, les initiatives préexistantes sur lesquelles nous pourrions nous appuyer, les types de production/de sol, les habitants, l'histoire, etc.. ? Et pourtant l'intention du projet est de se construire en harmonie avec ce qui est déjà là, de contribuer au développement/à la résilience du territoire.

Suggestion est faite de réaliser un **diagnostic du territoire**, à l'échelle que nous nous sommes fixées (30 km autour de Tournon d'Agenais), projet qui pourrait voir le jour dans l'année qui vient.

- Le projet de quartier rural vise à créer quelque chose « à partir de zéro », d'un lieu « vide », sans support culturel, historique, ... Même si au niveau technique, il semble bien équipé, est-ce que cela est suffisant pour donner l'enthousiasme, l'envie de participer ? Par exemple, une initiative voisine (La Maison Forte) s'appuie sur du bâti ancien, sur un lieu historique qui crée un « cocon » soutenant. Avons-nous réfléchi à cela ?

- Les formations prévues au CERF semblent exclusivement techniques, malgré l'affirmation que « Habiter c'est plus que construire des maisons »: même si bien sûr d'autres formations seront organisées sur d'autres thématiques, avons-nous pensé à la façon dont la formation « technique » pouvait dans le même temps transmettre d'autres choses ? (Pédagogie, temps partagé par les stagiaires pendant la durée de la formation... ? ). Comment transmettre autre chose que des techniques de construction ?

### B. La dynamique économique, temporalité, production, revenus....

*Voir à ce sujet sur le document préparatoire (Pages 5 à 16) les enjeux et le bilan de l'expérimentation des revenus d'autonomie et en particulier de leur phase d'amorçage envisagée sur 3 ans: Choix de 11 activités prioritaires permettant le démarrage de la production, recherche de financements externes pour soutenir ces activités (revenus pour le porteur, infrastructures de production), versement des revenus à 85% en monnaie citoyenne locale (et pour cela développement d'une forme numérique de l'Abeille, et de son réseau de prestataires)....*

*Ici sont reportées les interrogations soulevées par le bilan économique de ce début d'expérimentation :*

- Interrogations sur le réalisme de la **temporalité** et des **ambitions**, et, de ce fait, sur notre **capacité à tenir dans le temps** :

- pour la monnaie : verser d'emblée un revenu à 85% est très ambitieux alors que le développement des monnaies locales est, de fait, beaucoup plus lent
- pour les multiples objectifs du quartier rural, qui impliquent tellement de travail que nous risquons d'être « très déçus » : « des objectifs se sont mis en place sans que se soit posée la question du travail réel »

- Interrogations sur la **méthode choisie pour enclencher la dynamique économique** (investissement « coup de fouet » dans l'économie locale / fixer des objectifs de revenus comme si c'étaient les revenus qui allaient développer les activités) : cette méthode s'apparente à une logique keynesienne dont on sait qu'elle ne fonctionne plus. Réciproquement, le fait de s'appuyer sur monnaie citoyenne locale change la donne par rapport à la logique keynesienne. Un débat est à organiser pour mieux comprendre ces deux positions.

- Interrogation sur la capacité de **production matérielle**, et sur le fait qu'il va falloir **produire avec plus de travail humain** pour prendre en compte les enjeux écologiques, avec des tâches souvent physiquement pénibles – cas de l'agriculture. Le référentiel de l'EFC prend-il suffisamment en compte cette dimension matérielle ? Comment organiser la production pour produire aussi des biens matériels ? Comment être réalistes par rapport à ce qu'on produit vraiment? (cela sera repris avec la question du revenu d'autonomie qui a vocation à être garanti par la production locale)

- Un besoin de revenir sur la notion de **prestations écosystémiques**, que nous définissons comme des activités qui n'ont pas de retour économique immédiat, mais qui servent l'écosystème

coopératif : l'animation territoriale, le développement de la monnaie locale... Il s'agit donc d'activités qui ont besoin d'être financées d'une façon ou d'une autre. Cette notion pose question par rapport au référentiel de l'EFC qui, lui, utilise la notion **d'investissements immatériels**, notion qui exige une compréhension de la question du temps. Le temps n'est pas homogène. Le débat est là encore à approfondir. ...

### C. Beaucoup d'échanges sur le travail : l'organisation du travail, les risques d'épuisement, l'enjeu de tenir dans la durée

*La question du travail avait émergé lors du conseil scientifique de 2019, comme un point aveugle qu'il était important de prendre en compte : qu'est-ce que le travail, qu'est-ce qu'une organisation du travail soutenant l'engagement et prévenant l'épuisement, quels sont les besoins de reconnaissance du travail, dans quel espace parlons-nous de notre travail .... Ce thème est beaucoup revenu cette année nous révélant qu'il nous reste encore beaucoup à creuser.<sup>3</sup>*

La thématique de **l'épuisement** est encore là : Celui-ci est parfois présenté dans les exposés comme une conséquence de l'ambition du projet, du manque de personnes engagées / de l'excès d'engagement de certains. Cette interprétation est questionnée et les Terians sont invités à « réfléchir plutôt sur les raisons de l'épuisement que sur le pourquoi trop d'engagement » ?

L'épuisement pourrait avoir plusieurs sources :

- Un cadre, une dimension prescrite trop réduite, une solitude dans les arbitrages, qui constituent des sources de charge mentale : avoir besoin de réinventer chaque matin son activité, sans avoir une vision claire de ce qu'il y a à faire, et être amené à le réinventer seul.
- Un manque de dispositifs de reconnaissance du travail
- Des activités envisagées surtout au niveau individuel (un maraîcher, un maître-composteur, etc...) et pas assez au niveau collectif, même si ces activités sont censées contribuer à un projet collectif, à la construction d'un écosystème coopératif.
- Un décalage entre l'intensité que l'on met dans son travail (effort, temps, charge mentale...) et ce que l'on perçoit de son utilité sociale – à relier au manque de dispositifs de reconnaissance, entre autres.

Cela soulève les points suivants à mettre au travail :

- ✓ Les **dispositifs de reconnaissance du travail réel à Tera**: quels sont-ils ? sont-ils suffisants ?

Des REX (retour d'expérience) ont été mis en place cette année, mais il y a besoin peut-être de revoir la méthode, et de les envisager au niveau collectif (au sein d'une équipe), et non pas à l'échelle individuelle.

Ces REX pourraient bénéficier d'animateurs extérieurs ou au moins non complètement impliqués, qui sont en capacité d'écouter pleinement ce qui se dit.

- ✓ La notion de **travail collectif** :

---

<sup>3</sup> <https://agora.tera.coop/cloud/index.php/s/rZR8kB5dJmK8Qae> - Voir un résumé dans le compte-rendu du conseil scientifique 2019 , page 6.

- Comment formaliser les activités/les tâches associées à une activité ... pour qu'une activité ne repose pas sur une seule personne, que celle-ci puisse transmettre et partager son travail avec d'autres ? Comment capitaliser les connaissances acquises par les acteurs ?
- Mais attention, comme le prescrit ne sera jamais suffisant pour définir le réel du travail et qu'il y aura toujours besoin de traiter le non prescrit, il faut aussi réfléchir à la façon de « collectiviser » la question des arbitrages, de la capitalisation.
- Comment articuler la responsabilité individuelle et la dynamique collective au moment de certains choix ?
- Comment s'organiser pour obtenir une production qui ne soit pas juste la juxtaposition des activités individuelles, mais qui offre une réelle solution intégrée ? (peut-on s'inspirer de l'organisation de certaines structures coopératives ?)

Le groupe en cours de structuration pour gérer la ferme de Lartel a commencé cette année à envisager le travail au niveau du collectif. Mais il sent le besoin de méthodes pour répondre à ces défis, pour animer des REX collectifs, pour passer d'une production envisagée au niveau individuel à un niveau collectif, pour placer le curseur au bon endroit entre trop et pas assez de cadre prescrit.

- ✓ La question de **l'intégration**/ du recrutement, de la sélection de nouveaux membres du projet

Inclure de nouveaux acteurs du projet nous met face à une forme de dilemme : un **souhait d'inclusion** lié aux valeurs mises en avant par le projet Tera (être en capacité d'inclure tout acteur de bon volonté / ne pas exclure), et un **besoin d'efficacité et d'accomplissement** (privilégier des acteurs avec lesquels on pourra coopérer, qui vont contribuer au projet collectif).

- Face à ce dilemme, nous sommes invités à partir du réel (qu'est-ce qui se passe, comment ça se passe) et non de la morale (« il faut inclure ») : intégrer Tera, c'est rejoindre un travail collectif, il y a donc besoin de prendre en compte la « matérialité » du travail.
- L'intégration, la coopération ne se décrètent pas mais doivent d'abord s'expérimenter : on ne peut pas savoir à l'avance si ça va marcher, mais il faut pouvoir évaluer et valider ou non une intégration.
- Pour faciliter l'intégration et éviter les pièges/déviations d'un processus de sélection, invitation à mettre l'accent sur la « **transmission** » : être capable de dire aux nouveaux venus ce que signifie s'intégrer à Tera, ce dont ils ont besoin d'être conscients. Il y a donc besoin de délibérer ensemble sur ce que signifie « s'intégrer dans Tera ».
- Cette question de l'intégration est rendue plus délicate du fait d'une certaine confusion entre communauté de travail (engagement au service d'un projet commun), et communauté de vie (partage d'un lieu, d'un territoire, d'amitiés, d'affinités, de loisirs). Ne pas inclure quelqu'un dans un collectif de travail ne signifie pas refuser de l'inclure dans la microsociété que constituent les Terians. [Voir plus bas]

- **Construire le projet Tera, c'est un travail**, et ça va demander beaucoup d'élaboration. Comment définir la spécificité du travail à Tera ?

Il semble que nous ayons besoin d'intervenants extérieurs pour nous aider à définir ce qu'est le travail à Tera. Ce n'est pas facile !

#### D. La question du/des revenu/s

La question des revenus est apparue et a été discutée à différents moments et sous différentes formes:

- Des réactions aux différentes interventions du jeudi (sur l'origine des revenus de l'écosystème, sur la notion de « revenu d'autonomie »)
- Des témoignages d'acteurs de Tera, porteurs de revenus d'autonomie ou pas, sur ce que représente la notion de revenu pour eux.
- Une présentation de Christian du Tertre sur la notion de revenu : ses différentes dimensions (monétaire vs non monétaire, individuel vs au niveau de la structure, institutionnelle), sur son articulation avec le travail, la production, le marché, les bénéficiaires...
- Les échanges finaux du vendredi matin

Autour de ces questions de revenu, deux sujets vont demander de l'approfondissement – du travail – dans l'année qui vient : le **revenu d'autonomie** – un gros morceau –, et le **revenu des structures** du projet Tera.

##### 1. Le revenu d'autonomie, de quoi s'agit-il ? d'où vient-il ? en quoi est-il « d'autonomie » ? comment l'assure-t-on dans la durée ?

Ce terme/concept a suscité beaucoup de questions, interrogations, réactions... ce qui révèle une certaine confusion derrière sa définition comme sa mise en application, aussi bien chez les Terians, qu'au sein de l'auditoire et du conseil scientifique

- Sa définition de base, dans la vision que se donne le projet Tera, est : « un revenu versé inconditionnellement à chacun, à 85% en monnaie citoyenne locale, supérieur d'un euro au seuil de pauvreté et contre-garanti par une production locale »
- Depuis 2018, ce même terme est employé pour définir un revenu garanti à des porteurs d'activités prioritaires au sein de l'association Tera – cinq en ont bénéficié pour le moment : toujours à 85% en monnaie citoyenne locale, supérieur d'un euro au seuil de pauvreté, mais garanti par des financements externes (financement participatif, fondations). Ce revenu doit soutenir le démarrage de la production locale jusqu'à ce que celle-ci puisse le garantir par elle-même (phase **d'amorçage**)
- Le terme est aussi associé à la notion de revenu universel inconditionnel, ce qui soulève les questions de l'universalité (s'il est versé à chacun, qui est le « chacun » ?), et de l'inconditionnalité (déconnexion du revenu et de l'activité de la personne – absence d'exigence de réciprocité), aussi bien dans la phase d'équilibre, que dans la phase d'amorçage : cette déconnexion est-elle possible/souhaitable ?

Concrètement, autour de ce caractère « protéiforme » du revenu d'autonomie, plusieurs tensions ont été identifiées

- Sur la **pérennisation du « revenu d'autonomie »**, c'est-à-dire le **passage d'une phase d'amorçage où le revenu d'autonomie est garanti au moins en partie par des financements externes à une phase d'équilibre où il est garanti par une production locale** : est-ce que les conditions de cette pérennisation sont pensées ?

- Tension entre la **dimension individuelle et collective** du revenu d'autonomie (RA) : avec la phase d'amorçage, le RA semble correspondre à un moment passager pour relancer, rassurer les individus sur leur revenu afin qu'ils puissent construire quelque chose. Mais ce quelque chose doit se faire collectivement afin de rencontrer à un moment un revenu issu des bénéficiaires des activités. Ce n'est pas que l'affaire du porteur du revenu d'autonomie de choisir les activités qu'il va développer (par exemple, faire du maraîchage, ou s'occuper du garde-manger dans le cas du porteur du revenu « maraîchage »). Si on ne travaille pas cette tension, il y a le risque que le revenu d'autonomie reste enfermé dans l'autonomie individuelle et ne serve pas l'autonomie collective.

- Cela rejoint une tension sur la question de **l'organisation de la production et sur le lien entre montant du revenu d'autonomie et niveau de la production locale** : Avec la référence à la notion de Revenu Universel, il y a une ambiguïté, selon laquelle chacun aurait un revenu et « la main magique de l'intelligence collective » ferait qu'il y aurait aussi une production qui garantirait ce revenu. Est-ce que cela ne correspond pas à une logique libertarienne<sup>4</sup> ? Est-ce que cela n'est pas une illusion (on parle de revenu d'autonomie, mais il n'y a concrètement pas d'autonomie) ? Comment se donne-t-on concrètement les moyens d'assurer une production ? Est-ce que le revenu d'autonomie ne devrait pas être dès maintenant calqué sur la production (par exemple la richesse créée divisée par le nombre de personnes, même si cela ne s'élève qu'à 19€ par personne...).

- Sur la **question du travail et de sa reconnaissance**: Un point de vigilance est soulevé : « Un revenu déconnecté de la réalité du travail et de la reconnaissance du travail va à l'échec. » (*voir la partie du travail, où cette question des dispositifs de reconnaissance est évoquée. Le revenu est une part de la reconnaissance du travail, supprimer son lien avec le travail peut avoir des conséquences négatives*)
- Autour de la **dimension institutionnelle**, pour la phase d'amorçage comme la phase d'équilibre : **comment se construit la légitimité du revenu d'autonomie ?**

Une partie de la culpabilité que peuvent ressentir les porteurs de revenu d'autonomie est liée au fait que la légitimité de ce revenu n'est pas construite. Ce n'est pas la même chose que d'avoir un revenu lié à un dispositif institutionnel inscrit dans l'histoire, avec des délibérations entre acteurs, comme la retraite.

- Légitimation au sein de Tera / comment s'organise la gouvernance du dispositif. Les porteurs de RA ne constituent-ils pas une « catégorie » de membre à part (distinction sociale), comment cela se vit-il pour eux et les autres ?

- Légitimation plus large. C'est important d'innover comme Tera le fait, mais si on veut que cela marche, il faudra trouver une forme d'institutionnalisation. L'institutionnalisation doit forcément sortir du périmètre d'une organisation, et donc se poser dans un cadre plus large que celui de Tera

De tous ces échanges se dégagent deux enjeux :

- L'enjeu de **redéfinir les termes / les différents types de revenus** en distinguant par exemple
  - Un revenu avec un prescrit assez précis = vente, activité économique au sens classique

<sup>4</sup> Voir ici de quoi il s'agit : <https://fr.wikipedia.org/wiki/Libertarianisme>

- Un revenu au service des communs, sur des activités actuellement non monétisables mais reconnues comme nécessaires (cf. revenu de transition écologique<sup>5</sup>)
- Un revenu d'autonomie au sens strict = la part de la production locale qui est distribuée inconditionnellement à chacun (il reste à définir qui est ce « chacun » et ce à quoi cela engage d'en être)

- L'enjeu de **parler de ces sujets entre nous** : il est en effet apparu qu'il y avait peu d'échanges sur ce sujet dans la communauté des Terians, ce qui augmente la confusion autour des termes et des dispositifs.

Par exemple, la notion de communauté politique apparaît importante : le collectif a le projet de faire société, ce qui implique de la délibération, une contribution de chacun à l'intention collective. Est-ce qu'on discute de ce que cela implique d'être partie prenante du projet ?

## **2. Les revenus des structures, ou comment générer des revenus qui permettront à terme de verser un « vrai » revenu d'autonomie.**

On est ici sur le revenu de la structure (et non pas le revenu de l'individu)

On retrouve dans ce sujet les questions autour du travail collectif et de l'organisation de la production évoquée plus haut. Mais ici un accent est mis sur la rencontre avec les bénéficiaires de la production/des services (« la demande »), et sur les moyens de sortir d'un marché – de remplacer une logique de marché par une logique contractuelle.

**Qu'est-ce qu'on offre collectivement (au niveau de la ferme de Lartel, du garde-manger), qui va permettre à des personnes de s'engager à assurer un revenu à la structure ? Ca ne peut pas passer par une juxtaposition d'activités individuelles, mais par une construction collective.**

Ces conditions qui permettront d'assurer un revenu régulier à l'écosystème, dans le respect des valeurs de Tera (« dans le respect des humains et de la nature ») sont au cœur de l'accompagnement à l'économie de la fonctionnalité et de la coopération, et sont en quelque sorte déjà pris en charge par les ateliers Bien s'alimenter et Habiter. Ces sujets ont été peu débattus lors de ce conseil scientifique au-delà des échanges sur le travail collectif, et de l'intervention de Christian du Tertre.

Une spécificité supplémentaire prend son importance à Tera : l'intérêt des Terians pour une **multiactivité**, c'est-à-dire, ne pas se focaliser sur une activité, sur un métier, mais pouvoir toucher ou au moins contribuer à plusieurs. Or les modes de versement de revenus et les statuts juridiques actuels, comme les modes d'organisation du travail sont mieux adaptés à une mono-activité.

Par exemple, quelqu'un peut vouloir contribuer activement, et professionnellement au garde-manger, 10h par semaine, mais en-même temps vouloir porter une activité de menuiserie, et pouvoir donner un coup de main régulier au maraîcher car être maraîcher seul est un travail difficile, et car on ressent le besoin d'avoir de temps en temps les mains dans la terre. ... Cela pose plein de questions juridiques, monétaires, de reconnaissance qui n'ont pas pu être abordées explicitement cette fois-ci.

---

<sup>5</sup> <https://zoein.org/le-revenu-de-transition-ecologique/>

### E. Communauté de travail – communauté de vie – la place du travail

*Tera n'est pas une entreprise mais se définit aussi comme un projet de développement territorial, et parfois comme un projet de société. Une cinquantaine de personnes sont venues s'installer sur le territoire pour se rapprocher du projet Tera, pour y contribuer activement, pour rejoindre un collectif qui partage leurs valeurs, etc ... dans différentes proportions selon les personnes. Ces installations impliquent des changements professionnels, relationnels, géographiques, le tout dans un cadre mouvant et incertain (nouveaux arrivants et départs réguliers, nouvelles structures, nouveaux lieux, rebondissements...), et où les vies « privées », « sociales » et « professionnelles » se chevauchent largement.*

*Le collectif Tera englobe beaucoup de choses, depuis des activités qui ressemblent à des situations classiques de travail (maraîchage, garde-manger, travail associatif classique), et d'autres qui touchent aux relations humaines, au « prendre soin », à la convivialité (chorale, rendez-vous de la paix, ...)*

*Depuis un an, la question du travail a émergé, et des cadres ont commencé à se structurer autour des activités professionnelles et associatives, ce qui est source à la fois de sécurité/motivation pour certains, et aussi d'inquiétudes, de pertes de repère pour d'autres (et parfois pour les mêmes...)*

Ce qui émerge des discussions (discussions en plénières et le vendredi matin) :

- **De la confusion, des inquiétudes sur la cohésion du collectif, sa perte de sens, etc...**

- La question du travail a pris beaucoup de place cette année, avec la création de cercles spécifiques au sein du projet (groupe Lartel, Amis de Lustrac...), collectifs qui commencent à se donner des règles et à demander de l'engagement. Ces évolutions ont fait **perdre leurs repères à certains en terme d'appartenance au collectif** : si je ne suis pas collègue de travail, que suis-je ? Ai-je envie de n'avoir que des relations de collègues ? Comment la contribution de personnes non impliquées professionnellement, ou non incluses dans un cercle défini, est-elle reconnue ?

Cette crainte s'exprime aussi à travers la distinction latente de différentes catégories de membres au sein de l'association Tera (« troisième échelon », porteurs de revenus d'autonomie) : attention danger ?

- Ce cadrage autour des activités de travail, associé à la structuration géographique, a entraîné une **moindre utilisation des outils de cohésion** à l'échelle du projet global : rendez-vous de la paix, processus d'intégration des nouveaux arrivants... même si on sent encore un collectif vivant notamment lorsqu'il y a des moments difficiles (solidarité). Ces outils de cohésion sont pourtant utiles pour ceux qui ne sont pas dans des groupes constitués, et aussi pour maintenir la cohérence du projet global.

- Ceci peut amener des **interrogations sur ce qui fait commun** : dans le récit fait au conseil scientifique (voir chapitre 4 du document préparatoire), certains ont pu avoir l'impression que ce sens commun devenait moins visible au fil de l'histoire de Tera. Et derrière ce commun vient la notion de périmètre du collectif (besoin de cohésion et aussi besoin d'ouverture au territoire), et aussi d'énergie, de travail à mettre pour faire vivre ce collectif. Définir ce qui fait commun, à quoi sert Tera, à quoi sert ce collectif, permettrait de mieux motiver l'énergie à mettre pour le faire vivre.

A nouveau on retrouve **l'enjeu de discussions** au sein du collectif.

- Quel est le commun entre nous ? Qu'y a-t-il à nourrir ? à qui est-ce la charge ? (qui va faire ce travail ?)
- Quels outils avons nous pour faire société par exemple, des espaces où nous discutons, comprenons nos positions divergentes, sans avoir besoin de se mettre d'accord ?
- Comment met-on le curseur entre cohésion du collectif, connaissance mutuelle, appartenance, et ouverture au territoire, inclusion, partage avec des personnes qui ne pensent pas comme nous ?

- **La vigilance à bien distinguer ce qui relève de la communauté de vie et ce qui relève de la communauté de travail.** Si les deux sont confondus, c'est très risqué pour la santé mentale, et c'est même antagoniste à la vie en société qui implique la diversité.

- il y a ce qui relève d'une logique de travail/une logique professionnelle, avec des enjeux de coopération, d'objectifs, de cadre de travail...

- et à côté, il y a des projets de vie, des vies privées... qui ne relèvent pas de la communauté de travail (ce qui ne veut pas dire qu'il ne peut pas y avoir des croisements...)

Si on ne les distingue pas, on pourrait basculer dans des sphères quasi totalitaires où l'on planifie y compris ce qui concerne les choix de vie et la santé individuelle des gens.

Un autre risque est celui de l'homogénéité, si l'on confond la communauté de vie, avec l'adhésion à un projet. La vie en société implique la diversité, et que l'on puisse discuter de sujets sans forcément être d'accord.

Cet appel à la vigilance a été compris différemment par les uns et les autres :

- Pour certains, c'est un soulagement de se dire que dans leur cadre de travail, il n'y a pas d'obligation de partage aussi de la vie, ni réciproquement, d'obligation d'inclure des personnes avec lesquelles on partage le projet de société mais avec lesquelles le travail est difficile.
- Pour d'autres c'est une crainte de déception: beaucoup de Terians sont venus non seulement pour s'inclure dans un projet économique, mais aussi pour avoir une vie sociale, côtoyer des personnes qui ne sont pas que des collègues, avec qui elles partagent des valeurs, des réflexions, des modes de vie. Les projets professionnels font partie des projets de vie.

De plus, cette approche affecte d'autres questions : par exemple, le recrutement de nouveaux acteurs (sur des compétences ? sur une adhésion à un projet de société ? sur une inclusion dans une communauté de vie ? sur des affinités partagées ?), ou encore le périmètre du « collectif Tera ».

- Beaucoup de débats ont tourné **autour du terme « travail »** : les échanges sur le travail ne sont pas finis, beaucoup de façons différentes d'habiter ce terme coexistent.

- Qu'est-ce que le travail à Tera, ce qui rassemble Tera : est-ce que ce qui est utile est forcément à ramener du côté du travail ? et réciproquement, pourquoi ce qu'on appelle « travail » serait-il forcément du côté de la sphère marchande, le reste n'étant que « loisirs » même s'ils sont utiles et demandent un effort / et une reconnaissance

- Jusqu'où va le travail ? Qu'est-ce qu'on fait de la reconnaissance sur ce qu'on ne considère pas le travail et qui est aussi important que le travail pour nourrir les besoins de l'écosystème ?

- Cela vient toucher aussi les fondements du revenu d'autonomie, où chacun est reconnu comme contributeur à la société même s'il ne fait « rien » d'utile.

Et en conclusion sur ce sujet: « Parlons-nous assez entre nous de ces sujets centraux ? »

